GENEVE

Année XXXII - N° 899 - 26 MAI 1934

LE RÉVEIL anarchiste

La Lettonie et la Bulgarie viennent à leur tour de se donner un pouvoir fort et hors partis. Lisez : l'absolutisme des riches est instauré, les pauvres n'ont plus ni à se plaindre, ni à chercher à alléger leur pauvreté. C'est la suppression de la lutte des classes.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENÈVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS

Le numéro : 15 centimes

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2,50

COMPTE DE CHÈQUES POSTAUX
Le Réveil, No I. 4662. Genève

Les complices du fascisme

Encore deux dictatures fascistes, en Lettonie et en Bulgarie. C'est vraiment trop pour une seule semaine. Et pourtant, partout où la dictature a triomphé, la situation n'a fait que s'aggraver, et aucun problème ne s'est trouvé résolu, pas même celui du pouvoir fort, puisque ce pouvoir ne dure que grâce au terrorisme, ce qui prouve qu'il se sent terrorisé, nullement sûr de lui-même.

C'est le moment des lâchages et des trahisons. Au lieu de se raidir en face du danger, de proclamer avec plus de vigueur notre idéal, de rompre entièrement avec ceux qui préconisent l'écrasement des travailleurs, d'aucuns cherchent des accommodements avec eux, qui ressemblent fort à des offres de complicité.

Laissons de côté les soi-disant communistes, qui par leur politique de gouvernement en Russie et d'opposition hors de Russie, sont bien propres à justifier et à hâter tous les fascismes, dont ils ne nous offrent d'ailleurs qu'une variété.

Considérons ce qui se passe chez nous, en Italie et en France dans le camp socialiste.

Chez nous, dans les hautes sphères de l'Union Syndicale Suisse, avec les Bratschi, les Marbach et consorts, une tentative de scission paraît se dessiner non seulement contre l'opposition communiste soi-disant révolutionnaire ou contre nos conceptions de décentralisation et d'action directe, mais même contre le parti socialiste qui est sommé de s'abstenir de toute propagande contre le cléricalisme, le militarisme et le fascisme s'annonçant par des lois liberticides, qui, repoussées par le peuple, sont reprises dans des décrets-lois du Conseil fédéral. Si nous ajoutons qu'en même temps, la bureaucratie syndicale fait une intense propagande pour la communauté professionnelle, véritable acheminement à la corporation, chargée de supprimer la lutte des classes par la suppression de toute possibilité pour les ouvriers de résister à l'exploitation dont ils sont victimes, — il devient impossible de se cacher toute la gravité de la situation.

En Italie, nous apprenons que l'ancien maire socialiste de Milan et l'un des théoriciens les plus en vue du syndicalisme réformiste Schiavi, ont demandé une entrevue à Mussolini pour une entente possible. Oublier ainsi les nombreux déportés et emprisonnés, ainsi que les martyrs tombés dans des embuscades ou devant le peloton d'exécution est particulièrement révoltant. Mais il faut dire que déjà précédemment les communistes avaient conseillé d'entrer dans toutes les organisations fascistes : syndicales, coopératives, sportives, etc., pour les combattre ; mais en réalité pour en être absorbés et fournir à Mussolini l'occasion de proclamer que tout le peuple italien est avec lui.

En France, les néo-socialistes viennent d'avoir un congrès pour demander un pouvoir fort et stable, l'organisation corporative, la poursuite d'une politique coloniale de spoliations et de massacres, qualifiés par euphémisme d'erreurs — pour demander en somme l'instauration du fascisme. Les réserves faites ne compteront pour rien au moment voulu, de même que certaines propositions démagogiques en faveur des exploités. Nous savons cela par des expériences malheureusement répétées.

Ainsi nous avons à craindre non seulement les loups fascistes, mais les toujours mauvais dont le monde du travail ne sait encore se passer. Il est grand temps de jeter un cri d'alarme, d'appeler les syndiqués à une résistance pour laquelle il n'y a pas un jour à perdre. Nous ne pouvons nous faire des illusions, tous ceux qui sont nos maîtres et s'offrent à nous pour le devenir sont nos ennemis. Ou nous apprenons à vivre librement et solidairement, ou quel que soit le pouvoir d'Etat que nous nous donnerons, nous resterons esclaves.

Le travailleur ne lit pas „La Suisse", journal fasciste.

Lettre des Etats-Unis

Un an s'est écoulé depuis le commencement de l'ère mémorable, comme beaucoup veulent bien l'appeler, de l'avènement du parti démocratique américain. Ce serait du reste plus exact de parler de nouvelle ère présidentielle, la personnalité du président ayant plus à faire avec la politique suivie depuis mars 1933, que les principes vagues et opportunistes du parti qu'il représente. Que ce parti, qui a été souvent le plus réactionnaire des Etats-Unis, se soit soudainement inquiété du sort des besogneux, nous le devons à la crise économique actuelle: tout parti aurait perdu le pouvoir après trois ans de dépression, car le peuple voulait un changement, qu'il est, hélas ! bien loin de chercher ailleurs que dans le bulletin de vote.

Quel est le bilan de cette « nouvelle » orientation qui semblait donner de l'espoir même aux sceptiques les plus endurcis ? Le nombre des sans-travail a-t-il diminué de façon sensible ? Il paraît que oui, mais dans quelle proportion cela est-il à attribuer aux mesures plus ou moins dictatoriales de Washington ? Au cours de l'année dernière, il y avait eu une certaine reprise des affaires dans plusieurs pays industriels, y compris même l'Allemagne, où l'on se hâta de la mettre à l'actif de Hitler. En outre, l'on a découvert à ce propos des faits déconcertants ; le nombre d'ouvriers employés dans les manufactures avait bien augmenté de mars à juin 1933, du 8 pour cent en prenant 100 comme la moyenne de1923-25, mais la production totale augmentait du 36% et la production par homme montait de 98 à142. Il est donc évident que les industriels avaient trouvé le moyen d'augmenter le rendement par le travail plus intensif, ou l'introduction des machines plus perfectionnées, de façon à contre-balancer la diminution des heures de travail et la légère augmentation de salaires imposées par le N. R. A. Ceci en laissant de côté le grand nombre de cas où les dispositions légales ont été franchement violées ou contournées par des moyens plus ou moins avouables ; cas qui ont provoqué des grèves sans nombre, soit pour le droit de s'organiser, soit pour obtenir une augmentation de salaires insuffisants.

On a donc estimé que le nombre des chômeurs avait probablement diminué de 3 millions sur 14, mais en présence de nouveaux perfectionnements à prévoir dans l'outillage, ce qui augmentera encore le rendement par homme, comment peut-on espérer une amélioration ? Le progrès mécanique et scientifique a contribué à un confort et à une aisance dont la classe ouvrière a tiré un peu de profit. Mais, à moins qu'une solution à la crise soit trouvée, il est à craindre que ces avantages devront être payés bien cher. Que le rendement du producteur puisse être augmenté à l'infini d'un côté et qu'un nombre toujours plus grand de producteurs soit privé des moyens d'acheter les produits industriels et agricoles de l'autre, cela ne peut continuer longtemps encore. Les technocrates, dont on parlait tant il y a quelque temps, avaient raison d'appuyer sur ce fait et le ridicule, dont on a cherché à les couvrir, était bien plus mérité par leur marotte de vouloir résoudre la question sociale par l'adoption des unités d'énergie !

Au fond les mesures prises par le président Roosevelt n'étaient que les idées esquissées par son prédécesseur républicain. En effet Hoover avait à plusieurs reprises émis l'opinion qu'il ne fallait pas la baisse de salaires pour conserver la « force d'achat» des ouvriers et qu'il fallait partager le travail existant en diminuant les heures de travail. De même pour la réduction de la surface cultivée comme remède à la « surproduction » agricole.

Les tentatives dirigées vers une hausse des prix par des manipulations monétaires et par des subventions aux fermiers n'ont rien de nouveau non plus; au cours des cent cinquante ans de son existence, la république nord-américaine a vu ces questions soulevées pendant les crises économiques pour disparaître à nouveau au retour de la « prospérité ». On sait que les prix baissent pendant une crise et qu'ils ont une tendance à la hausse en période d'« abondance ». On sait aussi que l'offre de produits à un prix plus bas que le cours régulier est à l'origine des dépressions. Mais la cause profonde d'une telle anomalie se trouve dans l'essence même du système. On peut par d'adroites manœuvres créer une nouvelle confiance temporaire seulement dans les prix futurs, ce qui pour la classe des consommateurs équivaut à la crainte de payer plus cher s'ils renvoient leurs achats ; mais, la manœuvre sera à recommencer après une nouvelle crise.

La nouvelle administration a également prouvé son intérêt pour le peuple en prenant des mesures contre la folie spéculative, qui est soi-disant la cause de la détresse actuelle. La haute finance est partie en guerre et avec les moyens dont elle dispose une victoire partielle du moins lui est assurée. Mais il est douteux que même une réglementation de la spéculation puisse être d'un avantage quelconque pour le peuple. Beaucoup d'Américains pensent que les travailleurs ne peuvent vivre que par la grâce des millionnaires et que ces derniers, voyant leurs richesses diminuer, ne laisseront plus tomber rant de miettes sous forme de travail ou de charité. Dans un sens ils ont raison et le tort est de croire un meilleur ordre social impossible.

Un économiste américain très perspicace et très franc, défenseur du régime actuel, a écrit que le gaspillage, et non pas l'économie, peut augmenter le bien-être social. c'est un paradoxe mais il est matériellement impossible de défendre le système capitaliste en invoquant la restriction dans la consommation des produits du travail. Les profits qui en sont la base ne sont possibles que si les produits trouvent des débouchés. La période où à peu près tout le monde avait du travail et de l'argent était celle du plus grand gaspillage des temps modernes, la guerre mondiale. Et l'autre part, on voit où nous mènent les mesures d'économie dans tous les domaines en vue d'équilibrer les budgets. Ces vues d'un homme qui veut coûte que coûte défendre ce qui ne peut pas l'être sont aussi absurdes que le système qu'il défend, mais pas davantage. Le président Roosevelt semble voir en quelque sorte les problèmes sous cet aspect car il ne paraît pas se soucier des milliards de déficit ajoutés au budget fédéral depuis sa présence à Washington.

La grande différence entre le président actuel et le précédent semble surtout résider dans le degré de décision : Hoover était l'homme indécis par excellence, tandis que Roosevelt va de l'avant sans s'inquiéter des préjugés bigots et réactionnaires qu'il froisse, ce qui lui a souvent attiré l'épithète de dictateur. Ses mesures, à l'entendre, sont la volonté de la majorité du peuple qui l'a élu. Les dictateurs cependant prétendent aussi gouverner au nom de la majorité et en outre la « majorité » semble vite disposée à accepter les idées les plus absurdes. Témoin cette réduction de la surface cultivée en vue de hausser les prix des produits agricoles ; les fermiers reçoivent un subside pour ce qu'ils ne cultivent pas et en d'autres cas, comme chez les planteurs de coton, il en résulte de nouveaux chômeurs que le gouvernement doit secourir ! Et il ne faut pas oublier que le président est entouré de politiciens et économistes « libéraux ».

Il est hors de doute que la situation est favorable à des tentatives dictatoriales d'un genre moins plaisant. Les passions et les haines du peuple américain seraient facilement éveillées ainsi qu'elles l'ont été pendant la guerre mondiale, à moins qu'une solution inespérée des difficultés économiques ne se présente avant peu. L'atmosphère est déjà pas mal saturée de propos fascistes, modèle italien ou allemand, aussi stupides qu'ils soient. Le président actuel, cependant ne semble pas être de l'étoffe des dictateurs ; il ne se croit pas infaillible ou appelé à sauver le genre humain du socialisme et du communisme, à l'instar des «Césars » qui président aux destinées de quelques nations européennes. Mais avec l'esprit autoritaire et étatiste dominant encore actuellement et encouragé par tous les partis, il faut s'attendre à tout, sauf à un mouvement en faveur de la liberté.

—o—

En attendant la détresse continue : une détresse ignorée habituellement par les classes plus fortunées, du moins ne les inquiétant guère si ce n'est dans quelques cas isolés de militants ouvriers formant de plus en plus une nouvelle profession qui trouve sa seule raison d'être dans la mauvaise organisation sociale. Les commissions chargées d'enquêter sur l'état du logement ouvrier, sur les conséquences de la crise, sur la santé des adultes ou des enfants, sur l'éducation et les écoles, sur la morale publique, la criminalité, la religion, etc., paraissent être plus nombreuses que les gens qui travaillent sincèrement à un changement. Leurs rapports sont publiés dans tous les journaux ou presque, bien que les réflexions qu'il suggèrent soient de celles qui font vivement désirer les réformes radicales. Ainsi sont confirmées les impressions reçues au cours de visites occasionnelles dans les lieux habités par les gens les plus atteints par la détresse économique ; et même plus que cela car ces inspecteurs ont la possibilité de voir l'intérieur des maisons et de noter ce qu'ils voient. La ville de New-York par exemple a près d'un million de personnes qui vivent dans des conditions n'atteignant pas le niveau de décence et d'hygiène établi en 1907 ; toutes les grandes villes sont à peu près dans le même cas. C'est un état de choses attristant à l'extrême et le spectacle de tant de paupérisme, de dégradation, de gaspillage de terrain au profit de la spéculation, vous font douter de l'intelligence humaine.

Il ne sert à grand'chose de s'étendre et de se lamenter sur les misères découlant d'un ordre social qu'il y aurait des raisons d'appeler barbare; mais dans le cas de l'Amérique il s'agit d'un pays qui a pour ainsi dire toujours été cité comme pays d'abondance et de récompense assurée pour celui qui ne craint pas l'effort. Il s'agit d'une légende dont la disparition a commencé il y a plusieurs décades et que cette crise aura rendue plus rapide. ce ne sera vraiment pas trop tôt.

Quelque chose qui en dit long sur un pays que les patriotes prétendent être le plus avancé du monde, surtout dans le domaine de l'éducation, c'est la façon dont les écoles publiques ont été frappées par la crise : 20300 écoles ont été fermées privant ainsi 1.250.000 enfants de toute instruction : 350 millions de dollars étaient dépensés par an avant la crise pour les bâtiments et le matériel scolaires et 100 millions seulement sont prévus pour 1934. En plus des budgets fortement réduits partout, beaucoup de municipalités paient leurs instituteurs avec des bons émis sur les impôts que le monde ne paie pas en ce moment. D'autres villes comme Chicago ne paient pas leur personnel pendant des mois et même des années ; cette même ville qui célèbre maintenant «un siècle de Progrès» a réduit son budget scolaire du 35% pendant que les autres dépenses n'ont été réduites que du 10%.

Des dizaines de milliers d'hommes, femmes et jeunes gens, des familles entières même, parcourent le pays par des moyens de fortune, à la recherche d'un morceau de pain ; le moyen de transport le plus courant pour ces épaves sont les trains de marchandises qu'ils abordent surtout quand ils sont en marche, au grave risque de mort ou de mutilation. Les rues des villes sont peuplées de mendiants et de colporteurs qui ne sont, du reste, que des mendiants déguisés aussi.

Il faut bien reconnaître que le gouvernement actuel s'inquiète un peu plus du sort des chômeurs, mais même si ces subsides étaient généralisés, ainsi que beaucoup de gens le voudraient, il n'y aurait comme solution au désordre social qu'une systématisation de la charité à ceux à qui le monde doit tout. Ah ! qu'il ferait beau écrire des louanges d'un régime ou d'un pays, au lieu d'avoir à se plaindre, toujours à se plaindre !

M. A.

Les conducteurs de nations sont d'horribles criminels, car ils font égorger une folue prodigieuse de leurs semblables pour de vils intérêts qu'il vaudrait mieux abandonner.

Voltaire.

Dictature ou Liberté ?

La liberté réservée aux partisans du *Gouvernement*, la liberté pour les membres d'un parti, si nombreux qu'ils puissent être, n'est pas la liberté. La liberté n'est rien pour personne, si elle n'est pas la liberté de *celui qui pense autrement*. Il ne s'agit pas là d'un fanatisme de «justice», mais bien de tout l'immense pouvoir d'enseigner, de purifier et de guérir qui s'attache à la liberté politique, et qui est voué à disparaitre, lorsque cette liberté devient un privilège.

La condition préalable tacite sur laquelle repose toute la théorie léniniste et trotskyste de la dictature, c'est que le renversement socialiste est une chose dont le parti de la Révolution a dans sa poche la recette toute prête, et qui n'a besoin que d'une certaine somme d'énergie pour se réaliser.

Par malheur — ou plutôt par bonheur — il n'en est pas ainsi. Loin de constituer un ensemble de prescriptions toutes faites qu'il ne resterait qu'à appliquer, la réalisation pratique du socialisme comme nouveau système économique, social et juridique, est et reste un inconnu caché dans le brouillard de l'avenir. Ce que nous possédons dans notre programme, c'est seulement un petit nombre d'indications très générales, qui nous orientent dans la recherche des mesures à prendre, mais surtout de façon négative.

Nous savons à peu près ce que nous devons immédiatement détruire et supprimer pour déblayer la voie à l'économie socialiste, mais aucun programme de parti, aucun livre d'enseignement socialiste ne nous apprend de quelle sorte seront les milliers d'actes concrets et pratiques par lesquels le principe socialiste s'emparera de l'économie, du droit et de toutes les relations sociales. C'est là précisément ce qui sépare le socialisme scientifique du socialisme utopique, et qui fait la supériorité du premier sur le second. *Le système de la société socialiste ne peut et ne doit être qu'un produit de la nécessité historique, né de la libre école de l'expérience.*

Le socialisme est un produit du devenir de l'histoire vivante, et celle-ci, comme la nature organique, dont elle fait partie en dernière analyse, a la belle coutume de placer toujours à côté du besoin réel, les moyens pour sa satisfaction, à côté des tâches concrètes, la solution de leur accomplissement.

Ceci posé, il est évident que le socialisme, de par sa nature, ne se laisse pas octroyer de haut en bas, ni introduire par des oukases. Tout au plus peut-on, par des décrets, participer à la démolition, aux mesures violentes contre la propriété, etc... qui en sont les conditions préalables. *Mais on ne détruit vraiment que ce qu'on remplace* et le côté positif, constructif du bouleversement socialiste, nous jette sur une terre neuve, au milieu de mille problèmes. *Seule l'expérience est en état de frayer et d'ouvrir de nouveaux chemins.*

Il faut à la révolution sociale le torrent de la vie écumante et sans limite, pour trouver les millions de formes nouvelles, d'improvisations, de forces créatrices, de critiques salutaires dont elle a besoin pour, en fin de compte, se dépasser toujours elle-même, corriger elle-même tous ses faux-pas.

Rosa Luxembourg. (été 1918).

Rosa Luxembourg était trop attachée à l'Evangile marxiste pour reconnaître que la dictature du prolétariat est une contradiction en termes, surtout si dans le terme de prolétariat sont compris tous les damnés de la terre et non seulement les ouvriers des fabriques, mines et chantiers. Le bolchévisme a bien voulu faire d'elle une sainte de sa foi ; mais il est bien évident que la conception ci-dessus exposée sent l'hérésie anarchiste de loin, et qui si Rosa n'avait pas été assassinée, elle se serait vu classée parmi les social-traîtres, les social-fascistes ou quelque chose d'approchant. Il n'est pas dit, d'ailleurs, qu'elle ne l'ait pas été sans que cela soit venu à notre connaissance.

Mais nous ne saurions trop nous insurger contre le fait de s'obstiner à baptiser du nom odieux de dictature ce qui en serait la négation et l'opposé, du moins si ce mal est entendu comme Rosa montre de l'entendre. Dans un article que nous ne retrouvons pas en ce moment, Malatesta a dit lui aussi que ce qui caractérise les anarchistes c'est de vouloir non seulement leur liberté, mais la liberté des autres; mais il a insisté pour refuser toute acception du mot dictature qui ne soit pas celle du pouvoir sans limite et sans contrôle d'un ou de quelques-uns. Et l'application russe a démontré une fois de plus qu'elle n'est pas entendue autrement, surtout par ceux qui la prônent. La dictature du prolétariat renferme la même équivoque que la souveraineté du peuple, dont elle a pris la succession pour escamoter une fois de plus la Révolution.

La guerre ne prouve plus rien. Il fut un temps où la victoire récompensait la bravoure des combattants, leur patriotisme, leur désir de faire triompher une cause juste. Elle est, très souvent aujourd'hui, le résultat d'un machinisme aveugle, favorisant celui qui a tort. L'issue des batailles dépend enfin du hasard. Il favorise parfois le moins digne.

Général Percin.

BILAN HITLÉRIEN

L'*Economiste européen* a publié une étude sur la situation économique allemande. Nous en tirons les suggestifs passages suivants :

Si, en dehors de leurs déclarations, on veut examiner la position des finances allemandes, en ce 15e mois du nazisme, on la trouvera vraiment sans éclat et l'on estimera que le régime n'a été générateur que d'appauvrissement. Il a créé et développé, en Allemagne, quatre causes de ruine certaine : 1° l'engloutissement de milliards dans les armements visibles et clandestins et dans l'entretien de millions de miliciens ; 2° l'investissement de sommes fabuleuses dans les travaux somptuaires, sans utilité, nécessaires seulement au prestige du régime ; 3° le tarissement complet de toutes les sources de crédit et l'impossibilité de placer aucun emprunt, conséquence de la malhonnêteté, maintenant célèbre, des gouvernenants du Reich ; 4° le boycottage des produits allemands sur tous les marchés d'un monde horrifié et dégoûté par la barbarie raciste et antisémite.

Quelle a été la part de chacun de ces éléments dans la rapide décadence de l'économie allemande sous le régime hitlérien ? Il est difficile de préciser. On ne peut que constater le double désastre financier et industriel qui en est comme la synthèse. Il se révèle par un détail impressionnant. Le cours de l'emprunt Young qui est sur toutes les places internationales l'indice de la solidité du crédit allemand, parti de 1.000, est tombé aujourd'hui aux environs de 390.

La couverture-or des billets émis par la Reichsbank ne dépasse pas 8%, mettant le Trésor dans l'impossibilité de satisfaire même aux obligations intérieures. Mais la vraie catastrophe est autre. Si la Reichsbank n'a plus de devises, tout achat de l'Allemagne à l'étranger est fini et les industries, privées de matières premières n'ont qu'à mourir. Le péril est proche : M. Schacht, seul, en envisage la perspective avec sérénité : il bénira même la circonstance qui lui permettra de se livrer à son sport favori, qui est la banqueroute.

Une des circonstances qui emplissaient l'Allemagne du plus d'orgueil était la brillante situation de son commerce extérieur. Jusqu'à la fin de l'année dernière elle était fière, chaque mois, de montrer, par les statistiques de ses échanges, les excédents constants de ses exportations et l'on comptait bien que le rayonnement du nazisme les améliorerait encore.

Il faut déchanter : le vent a tourné. En janvier, la balance commerciale du Reich accuse un pasif de 22 millions de R. M., en février, un passif de 35 millions. Pour toute l'année 1933, la diminution des exportations allemandes dans le monde dépasse 5 milliards de francs, et la courbe accentue encore sa pente.

Le premier chapitre du programme hitlérien comportait la disparition du chômage. Il n'a pas disparu. On constate bien une petite diminution des chômeurs inscrits mais, chose bizarre, aucune augmentation des travailleurs ! Ce paradoxe vient de l'originalité des moyens inaugurés pour procurer des occupations à une multitude de désœuvrés. Ce fut, d'abord, l'expulsion massive des Juifs de leurs emplois : elle a créé, évidemment, des vacances à combler, des appointements et successions à recueillir. Ensuite, on imposa l'obligation à des foules d'entreprises de conserver tous leurs employés, fussent-ils inutiles, et même de créer des postes en surnombre — sans égard pour les charges écrasantes résultant de ce fait pour les employeurs. Enfin, on a procédé à l'incorporation forcée de milliers de jeunes chômeurs dans les formations militaires, ce qui les a soustraits à la mendicité dans les rues, mais obère terriblement le Trésor déjà aux abois.

On n'a pas diminué les chômeurs : on a camouflé le chômage !

Il convient de remarquer que l'*Economiste européen* est un organe essentiellement bourgeois et financier. Par conséquent, il a examiné la situation en Allemagne au point de vue strictement économique et il n'a pas fait entrer en ligne de compte les sympathies qu'il peut avoir pour un régime de conservation sociale. Ses critiques n'en ont que plus de poids et elles sont à méditer par les imposteurs et les niais qui s'évertuent à nous présenter le fascisme et l'hitlérisme comme des régénérateurs. *Jdx.*

VICTOIRE!

Nous venons d'éditer en carte postale et en tableau en couleurs, format 48 × 66 cm., une nouvelle œuvre de Firmin Sagrista, auteur de *L'ultime vision de Montjuich* et de *Si vis pacem!* qui eurent un si grand succès. La carte est en vente au prix de 10 cent., le tableau de 50 cent. Travail suggestif et excellent pour la propagande antimilitariste. Nous enverrons gratuitement la carte à tous ceux qui nous en feront la demande.

Prolétaires de tous les pays réarmez-vous !

Après l'Allemagne et l'Autriche, à qui le tour? (A la Lettonie et à la Bulgarie. *N. d. R.)* Dans quel pays le fascisme va-t-il triompher et quelles sont les causes de son triomphe?

La première est l'incompréhension par les social-démocrates marxistes, et aussi par quelques anarchistes, de l'orientation actuelle du capitalisme, incompréhension d'où découle une fausse représentation du fascisme et de ses causes, ainsi que des raisons de la dégénérescence de la démocratie politique. Il est absolument erroné de se représenter le fascisme comme une décomposition du capitalisme ou une conséquence de la crise.

Le fascisme est avant tout une stabilisation du capitalisme par une nouvelle classe: la bureaucratie, qui, de même que le socialisme d'Etat dit marxiste, cherche à faire passer le capitalisme des rails individualistes sur les rails corporatistes, de façon à coordonner le système politique avec le système économique, ces deux systèmes se contredisant actuellement.

Personne n'ignore que nous vivons sous le règne de l'impérialisme, autant dire de la finance (banques et bourses), qui exerce une véritable dictature économique, incompatible avec la démocratie politique, celle-ci ayant correspondu au règne du capitalisme industriel. La dictature politique du fascisme est donc la conséquence logique de la dictature économique de la finance, qui ne saurait plus s'adapter à la démocratie. Mais nous n'avons pas à soutenir celle-ci, la lutte contre le fascisme ne pouvant s'exprimer que comme lutte contre le capitalisme et le socialisme d'Etat, qui dans un certain sens doit être considéré comme le père spirituel du fascisme.

Le remplacement de la démocratie par le fascisme peut se produire violemment, à la façon bolcheviste, là où le mouvement ouvrier a déjà acquis une certaine force; là où il est encore faible, on peut procéder graduellement par des renforcements successifs du pouvoir d'Etat. C'est précisément ce que fait Roosevelt actuellement.

Racisme et antisémitisme sont des phénomènes nullement liés au fascisme; ils servent à détourner l'attention des masses de la cause réelle de leur situation misérable, à les détourner de la lutte des classes. En Amérique et en France, par exemple, racisme et antisémitisme sont remplacés par la xénophobie, la haine contre les étrangers.

Le fascisme ne marque pas la fin du capitalisme, mais un nouveau stade de son évolution, certainement le dernier. Comme le bolchevisme, il se sert d'une bureaucratie devenue classe nouvelle pour asseoir sa dictature sur et contre le prolétariat.

Le fascisme peut apparaître aussi comme l'insurrection de la petite et moyenne bourgeoisie contre le capital financier; mais dans l'impossibilté où elle se trouve d'en briser la domination économique, elle ne peut briser non plus sa puissance politique, devenir une force politique indépendante. C'est pourquoi la finance ne craint pas de voir les classes moyennes arriver au pouvoir; elles se retourneront d'abord contre le prolétariat, puis, ayant instauré la dictature de la bureaucratie, elles croiront avoir instauré leur propre dictature, parce que dans l'intérêt de l'Etat le libéralisme économique trouve quelques limites; mais comme en même temps l'Etat unifie les intérêts des grands capitalistes, ceux-ci deviendront encore plus puissants.

Pour finir, la dictature de la bureaucratie ne sera à son tour que l'instrument de la dictature de la finance.

Le fascisme signifie donc le renforcement du principe étatiste, sur le modèle bolcheviste, par l'unification du pouvoir, les organes de l'Etat étant en même temps organes du parti, afin de créer l'Etat policier le plus perfectionné.

C'est en vain que les socialistes légalitaires s'attardent à défendre la démocratie parlementaire; celle-ci est vouée à sa disparition par l'évolution même du capitalisme. Il faut ainsi que la démocratie évolue à son tour, jusqu'à ses dernières conséquences :l'élimination de toute autorité, l'anarchie. La conclusion s'impose que pour lutter contre le fascisme, il faut lutter contre le capitalisme et le développement de l'étatisme, au lieu de collaborer avec le premier et s'enthousiasmer pour le second.

La seconde cause du fascisme est le caractère antidémocratique, antiouvrier du socialisme d'Etat, son principe fondamental, la centralisation, étant aristocratique. La centralisation, comme le prouve la Russie, veut le despotisme. Centralisation = despotisme. Le degré de centralisation nous donne le degré de dictature, plus ou moins supportable, mais toujours nuisible. La centralisation développe la bureaucratie avec ses chefs omnipotents (Staline en est un exemple frappant) et en même temps elle enlève toute initiative aux masses, sur lesquelles il devient alors facile de remporter toutes les victoires.

La presse bourgeoise même a fait cette remarque. Ainsi le correspondant viennois du *Daily News* de Chicago, John Gunther, écrivait ceci:

La défaite est due principalement à la superdiscipline du Parti, que dirigeait Bauer. Les socialistes étaient ossifiés en haut et divisés en bas. Les ouvriers se sentaient tellement découragés par la hiérarchie sévère du Parti qu'ils étaient incapables de toute initiative. Ils attendaient des ordres, lors même qu'il était bien clair qu'il n'y avait plus d'ordre à attendre.

Un parti organisé sur le modèle de l'Etat avec sa centralisation ne saurait aboutir au socialisme. Bien plus, le goût, la propagande et l'exercice de la dictature créent une mentalité livrant les masses à tous les coups d'Etat d'où qu'ils viennent. Et nous touchons ici à une troisième cause du fascisme: la doctrine politique même propre au socialisme d'Etat, qu'elle soit interprétée par Lénine, Kautsky ou Bauer.

Le remède à tout cela, c'est d'arracher les masses au culte de l'Etat, de cet Etat qu'Engels, lui-même, voulait reléguer dans un musée d'antiquités sociales, et de nous réarmer contre lui ,au lieu d'y voir notre salut.

Le prolétariat ne retrouvera toutes ses forces qu'en rejetant parlementarisme, dictature, centralisation, étatisme, pour exercer son action directe au moyen d'associations solidaires dans une lutte à engager sur tous les fronts.

Prolétaires de tous les pays, réarmez-vous !

(Adapté du russe.) G. MAXIMOV.

Les traités et leur valeur devant l'Eternel

Un traité est l'œuvre de très solennels messieurs qui, se prenant très au sérieux, se réunissent en congrès, ou conférences, pour établir, entre les nations, un équilibre fondé sur des bases inébranlables. Lorsque cet équilibre est rompu, d'autres messieurs, ou les mêmes, se réunissent de nouveau, encore très solennels et se prenant de plus en plus au sérieux, pour le rétablir sur d'autres bases également inébranlables. Avant, entre temps et ensuite on a parlé, on parle, et on parlera de respect des traités, de fidélité aux traités, mais si loin qu'on puisse remonter, au delà même du plat de lentilles, célèbre dès les temps bibliques, il n'est pas, je crois enfin un seul exemple de ce genre de fidélité ou de respect, dépassant quelques années. L'histoire sous les regards désintéressés prend ainsi l'aspect d'un mouvant tourbillon, où sans repos, virevolatent et se soulèvent à l'infini, les traités conclus mais aussitôt mués en chiffons de papier. La raison, bien simple, en est comme toutes les raisons simples, irréfutables : les très graves diplomates qui se réunissent pour traiter, ne sont élevés à ce gravissime rôle qu'à l'heure où la faiblesse menacée ou vaincue s'avoue prête à s'incliner devant la force menaçante ou victorieuse, et, comme la force dépensée en menaces ou victoires reste en germe chez le vaincu, où elle se développe pour se répandre en sens inverse, il arrive que les diplomates, ou leurs successeurs sont appelés à défaire habilement ce qu'ils avaient fait avec non moins d'habileté.

Il n'est pas d'exemple qu'un vainqueur s'adressant au vaincu, lui ait dit : « Nos sujets, préalablement à cette guerre, vivaient, peut-être sans joie, mais, puisqu'ils vivaient, vivaient sans intolérables douleurs. Vous avez été imprudent de me faire la guerre, ou de l'accepter puisque vous étiez le plus faible, mais la force dont je fais preuve me donne le droit d'être sage : Voici ma main, soyons réconciliés, et, comme je veux que rien d'amère, ne subsiste entre nous, gardons nos Etats, tels qu'ils étaient et ne rivalisons plus, pour la joie de deux peuples, que de soins, allaient guider vers les hauteurs où palpite l'idéale beauté conçue dans le rêve de nos fronts ! »

Non, toujours la force du vainqueur s'est imposée, avec la prétention encore de faire peser son poids sur l'avenir sans limite. Le vainqueur après avoir dépouillé le vaincu l'abandonne au mauvais rêve des représailles, dont l'échéance seule varie, et peut être si brève, que l'encre du traité écrasant, n'ait pas le temps de sécher, avant que le papier n'en devienne chiffon.

Fitz-James.

Comité International de Défense Anarchiste

Compte rendu financier. Janvier-Avril 1934. — Recettes : En caisse au 1er janvier: fr. 7.40 ; Recettes : janvier-avril : 2.540,85 — Dépenses : Solidarité, frais divers : 2.510. — En caisse au 1er Mai : 38,25.

Numéro spécial de *Ce qu'il faut dire*, en défense de l'insurrection libertaire espagnole. — Recettes : vente et souscriptions : 1.330,30. — Dépenses : Imprimeur, frais d'expédition, correspondances : 1.197,40. — En caisse 132,90.

N. B. — Dans le numéro spécial de *Ce qu'il faut dire*, consacré à la défense des emprisonnés et contre la répression en Russie soviétique, nous publierons les détails des comptes rendus du *C.I.D.A.* et de *Ce qu'il faut dire.*

Adresser la correspondance et les envois d'argent à *Hem Day*, boîte postale *4, Bruxelles, 9* — Compte de chèques postaux : 167424.

La crise économique en Italie

Depuis quelques mois la lire ayant donné des signes de faiblesse, on commence à s'intéresser à l'étranger à la situation économique et financière de l'Italie. A ce sujet, il est intéressant d'examiner les relations qui existent entre cette situation et le régime fasciste; on sait, en effet, que les fascistes cherchent, d'un côté, à s'attribuer tout le mérite des succès — ou soi-disant succès de l'Italie — tandis qu'ils cherchent, de l'autre côté, à rejeter sur le reste du monde la faute de tous les désastres. Or, prenons par exemple le budget de l'Etat italien. C'est là un secteur de l'économie où la responsabilité d'un gouvernement — surtout quand il s'agit d'un gouvernement *fort* qui fait de l'économie dirigée — ne saurait être déniée.

Si l'on compare les dépenses *normales* (c'est-à-dire sans tenir compte des intérêts des dettes — qui sont en large partie une conséquence de la guerre — ni des frais de guerre) du budget italien, depuis l'avènement du fascisme, avec celles d'avant-guerre, on trouve qu'elles étaient de 50,62 lires or par habitant en 1913-14; 56,98 en 1922-23, et 109,98 en 1931-32. Nous ne possédons pas de données exactes pour les derniers exercices; toutefois il est certain que ces frais n'ont pas diminué.

Encore, si l'on établit le rapport entre le total des dépenses publiques (en tenant compte aussi des budgets des provinces et des communes, qui ont augmenté au moins dans la même mesure) et le total du revenu annuel du pays, on trouve que ce rapport est aujourd'hui de 38%, tandis qu'il était de 15% avant guerre. Une analyse plus attentive nous montre que l'augmentation formidable que nous venons de constater s'est vérifiée presque exclusivement depuis 1925-26. (En cette année, les dépenses de l'Etat par habitant étaient de 61,89 lires or); donc l'inflation budgétaire a été une conséquence directe de la politique de déflation monétaire pratiquée avec la plus grande rigueur par le gouvernement, afin de revaluer la monnaie et de la maintenir à un niveau artificiel.

Si l'on examine les différents chapitres du budget, on trouve que tous marquent une augmentation; la plus forte se retrouve dans les budgets *militaires* dont les index sont les suivants: lires or: 18,44 en 1913-14, 16,08 en 1922-23, 31,60 en 1931-32. Colonies: 0,40 en 1913-14, 1,64 en 1922-23, 2,84 en 1931-32. Le budget des *travaux publics* mérite une attention particulière, car les fascistes veulent faire croire qu'il est la cause principale de la situation budgétaire. L'index de ces dépenses montre aussi une augmentation très sensible: lires or 4,97 en 1913-14, 6,25 en 1922-23, 20,32 en 1931-32. Mais il faut observer que ce dernier exercice a été marqué par une allocation extraordinaire de 1 milliard (qui avait été obtenu par un emprunt) aux travaux publics, tandis que dans les budgets successifs les crédits ont été sensiblement réduits. Les dépenses pour travaux publics sont passées de 843 millions en 1931-32 à 430 millions environ pour l'exercice courant.

On voit qu'il ne s'agit pas du tout de sommes extraordinaires, le total du budget italien étant de 6 milliards de lires or environ. On se demandera à ce sujet comment des allocations si modestes ont pu suffire à mettre sur pied des travaux dont on pourra, en plusieurs cas, discuter l'utilité, mais qui, somme toute, doivent être très coûteux. La réponse est très simple; la plupart d'entre eux n'ont pas encore été payés par l'Etat, celui-ci ayant recours au dangereux système d'échelonner les paiements sur plusieurs années. A fin février 1933 le montant des annualités qui auraient dû être payées dans les exercices suivants *pour des travaux déjà effectués* était de 37 milliards de lires papier. On voit qu'il ne s'agit pas d'une bagatelle.

Le fascisme se décharge sur l'avenir des problèmes du présent; *après moi le déluge;* c'est bien là la philosophie de toutes les dictatures.

La situation budgétaire est devenue aiguë ces dernières années soit par l'augmentation continuelle des dépenses, soit par la crise économique qui a rétréci les recettes, malgré l'augmentation continuelle des impôts. Ainsi l'année dernière il y eut un déficit de 3500 millions de lires papier et pour cette année on escompte un déficit de 4 milliards au moins, sans tenir compte des trois milliards dépensés pour la conversion de la rente.

Il n'est pas vrai toutefois que le déficit soit une conséquence de la crise mondiale; s'il en était ainsi, il aurait dû paraître seulement depuis 1930. En réalité, depuis que la revaluation de la lire a été effectuée, le budget italien a toujours été déficitaire.

On a bien cherché à masquer cette réalité par des artifices comptables, mais la preuve éclatante de notre affirmation se retrouve dans le montant de la dette publique qui n'a cessé d'augmenter depuis 1927. En cette dernière année, le montant de la dette était de 79,1 milliards de lires papier; l'année suivante il s'élève à 87,9 milliards; en 1930 à 89,7 milliards; actuellement il est environ de 105 milliards.

En six ans, une augmentation de 26 milliards. Si on ajoute à ce chiffre les 37 milliards de paiements différés, on voit que la dictature a presque doublé la dette depuis 1927. Evidemment, si l'on réduisait les lires papier en lires or, les résultats seraient encore plus frappants.

N. B. — Les données de cet article ont été puisées dans les documents officiels italiens: *Conto Riassuntivo del Tesero, Bollettino mensile di Statistica*, etc. Voir aussi l'important ouvrage du professeur F. A. Repaci, de l'Université de Bari: *La Finanza Italiana nel ventennio 1913-1932*, G. Einaudi, éd., Turin.

Service de presse de G. e L.

Syndicats obligatoires

Sous ce titre, notre camarade Bertoni publiait en 1893 déjà, un article contre l'intervention de l'Etat dans l'organisation syndicale. A ce moment-là il signalait un danger qui depuis lors n'a fait que de croître, à tel point qu'aujourd'hui fascisme et syndicalisme d'Etat vont de pair. Comme quoi l'anti-étatisme anarchiste avait une grande raison d'être.

« On voit venir le jour où tout sera syndiqué... » s'écrie Renan, dans la préface d'un de ses derniers livres. Et c'est certainement en prévision de ce jour que les socialistes suisses commencent à demander la création des syndicats obligatoires pour les arts et les métiers.

Sans être trop enthousiastes, même des syndicats libres, nous ne les combattons pas. Certainement, ils pourraient avoir une bien plus grande utilité, si, au lieu de se transformer en cercles électoraux, comme il arrive bien souvent, ils s'occupaient à combattre énergiquement le capital, sans implorer à chaque instant la protection ou la médiation de l'Etat.

Leur œuvre n'a donné jusqu'à présent que de maigres résultats, parce qu'ils ont presque toujours « navigué dans la loi » ; lorsqu'ils seront complètement « légalisés », nul doute que ces résultats ne soient encore moindres.

Oublions pour un instant notre idéal et examinons *pratiquement* les effets de la nouvelle loi sur les syndicats obligatoires.

Nous aurions à subir d'abord l'enrôlement toujours odieux. Ensuite, il deviendrait extrêmement difficile de changer de localité, car les diverses corporations, étant obligées d'occuper ou de secourir toujours leurs adeptes, accepteraient rarement de nouveaux venus, qui, bien qu'il y eût du travail, pourraient ne pas plaire par leurs idées ou par leur conduite à la majorité.

Il reste encore la question des étrangers, qu'on ignore encore de quelle façon résoudre.

Toutefois, si nous nous basons sur ce qui a déjà été fait en matière de « législation sociale », des tribunaux de prud'hommes par exemple, nous pouvons nous attendre à ce qu'ils soient placés à un rang inférieur ! Les députés ne se soucient guère de ceux qui ne sont pas électeurs !

Quel avantage y aura-t-il pour les ouvriers à discuter avec les patrons les prix du travail, sous la surveillance immédiate de l'Etat ? Aucun, celui-ci devant rester neutre. Il est donc à prévoir que la condition sociale de l'ouvrier sera la même qu'auparavant ou ne s'améliorera que très peu.

L'Etat, nous dit-on, obligera les patrons qui ne veulent accepter aujourd'hui aucun tarif à s'y soumettre et veillera en tout temps à sa stricte application. Soit, mais l'Etat interdira à l'ouvrier toute grève qui pourrait se produire à la suite de quelques défenses idiotes, d'un licencement injustifié, des prouesses d'un contre-coup, etc. La seule arme qui a servi jusqu'à présent aux « légalitaires », le droit de coalition, leur manquera. Le dilemne sera : ou retourner à l'atelier, ou passer au violon.

En somme, nous serons plus esclaves qu'avant, chaque nouvelle loi ajoutant un nouvel anneau à notre chaîne déjà trop longue et trop lourde, et nos salaires seront toujours inférieurs à nos besoins.

Mais lors même qu'il y eût un avantage quelconque dans l'application des syndicats obligatoires, nous ne les combattrions pas moins, comme toutes autres contraintes.

Naguère le *Genevois*, pour justifier en quelque sorte les atteintes portées à la liberté par le socialisme d'Etat, citait un passage d'Ernest Naville, où il était dit que les « esclaves » de l'ancienne Rome, nés et grandis chez leurs maîtres, étaient « bien nourris. »

Voilà leur idéal : des esclaves bien nourris !

Eh ! bien, non, nous voulons avant tout être des hommes libres ; nous ne voulons plus de maître, ni céleste, ni terrestre ! D'ailleurs, tant bien nourris qu'ils puissent être, les esclaves ne le sont jamais autant que leurs maîtres.

Il est vrai que cela nous a valu d'être appelés des « illuminés » par le pion-sauteur de Schaffhouse, un de ceux qui rêvent le jour où, tout étant syndiqué, ils seront parmi les premiers syndics !

Mais leur stupide rêve ne s'accomplira jamais. Dans chaque pays les libertaires ont déjà commencé hardiment la lutte contre toute législation, règlementation ou contrainte. Sans doute elle sera longue et terrible, elle fera maintes nouvelles victimes... Qu'importe ! Le triomphe de l'idée anarchiste en est le prix et « on voit venir le jour où tout sera libre... »

LE CAS DORIOT

Nous empruntons à la revue Les Humbles, *l'entrefilet suivant :*

Il y a, paraît-il, un cas Doriot. Tiens! Kéksékça? Une brochure prétend nous l'apprendre. Un beau titre: *Pour l'Unité d'Action! (Lettre ouverte à l'Internationale communiste).*

Voyons...

M. le député Jacques Doriot s'est chamaillé avec les collègues du C.C. et du B.P. Il a en effet découvert que « la tactique du Parti... heurtait de front les sentiments des travailleurs... » Trente cellules sur trente-cinq condamnent la tactique du Parti, dans le rayon de Saint-Denis, et c'est bon signe. M. Doriot a du flair et fait machine arrière pour ne pas perdre ses... électeurs. Tout simplement. N'a-t-il pas été un des plus actifs et des plus ambitieux, et des moins scrupuleux artisans de cette tactique qu'il dit maintenant erronée. Son chemin tout indiqué désormais est celui des Garchery, des Frossard et autres fervents parlementaires.

M. Doriot réclame à présent la discussion ouverte dans le Parti ! Tiens ! mais c'est du pur trotskysme ! Mais depuis de trop longues années ne s'est-il pas employé à étouffer toute discussion, n'a-t-il pas voté de nombreuses exclusions de militants ? Puisqu'il s'agit maintenant de ce qu'il appelle insidieusement « l'auto-critique », qu'il commence par « s'auto-blâmer ». Ce sera la moindre des choses.

Oui « discussion large et libre dans le Parti », « régime démocratique » dans le parti... Oui, « le Secrétariat du Parti n'avait pas le droit de falsifier les textes, de réformer complètement la pensée d'un de ses membres et ainsi, d'informer inexactement par la voie de l'*Humanité*, la base du Parti et la classe ouvrière... » Quels aveux ! N'étiez-vous pas le tout premier à falsifier les textes, à calomnier, ou bien à laisser passer la calomnie, lâchement ? Avez-vous dit un mot quand dans votre journal un quelconque Darnar bavait sa copie au sujet de Trotsky le grand révolutionnaire.

Votre brochure électorale, destinée à votre renflouement, paraît — très singulière coincidence, — toute pleine de réclame pour votre médiocre personne de député renté, juste au moment où la réaction fait expulser le compagnon de Lénine, avec l'ignoble complicité de ce prétendu journal communiste dont vous étiez encore tout dernièrement un des principaux inspirateurs et contrôleurs.

Vous ne voulez pas, M. le député Doriot, que les travailleurs de Saint-Denis vous chassent. Mais vous n'échapperez pas au jugement populaire. Sous prétexte de tactique et de démocratie dans le Parti vous vous cramponnerez à votre siège. Il est vermoulu.

Fort bien, mais le cas de Doriot est le cas de tous les bolchevistes dissidents. Après avoir accepté les pires infamies commises contre d'autres au nom de la dictature du prolétariat, gardant le silence ou les approuvant même ouvertement, lorsque la dite dictature s'en est pris à eux aussi — les frappant d'ailleurs dans la plupart des cas d'une façon bien moins grave — leur indignation n'a pas connu de bornes !

Nous nous rappelons d'un article d'Angelica Balabanoff, rappelant à Trotsky que lorsqu'elle était tombée en disgrâce pour quelques objections ne rentrant pas dans la ligne, Trotsky y était resté indifférent, si bien qu'il n'avait qu'à s'en prendre à lui-même s'il était à son tour victime de procédés inadmissibles. La vérité qu'il importe de crier sur les toits, car elle dépasse tous les cas individuels et même collectifs, c'est que la dictature dont d'aucuns font la suprême revendication du prolétariat ne saurait être que le retour au pire despotisme, une source d'équivoques, de tromperies, de canailleries sans nom, dont tous les Partis communistes du monde ne nous fournissent que trop d'exemples.

Le pouvoir soi-disant prolétarien s'est déjà montré aussi odieux que n'importe quel pouvoir bourgeois, a servi de modèle et de justification aux fascismes, n'a contribué qu'à semer dans le monde les pires divisions, celles où les principes ne jouent pas du tout le premier rôle, mais l'idée bien arrêtée de détruire tout ce qui se trouve en dehors du sacro-saint parti. C'est pourquoi plus que des protestations pour tel ou tel cas, il s'agit de se dresser contre toute propagande dictatoriale, contre le stalinisme qui ne diffère guère du léninisme et en est le logique successeur, pour affirmer hautement l'autonomie de la conscience humaine, le libre examen, le principe qu'un homme en vaut un autre, même s'il est inférieur physiquement ou intellectuellement et que toute forme d'exploitation et d'autorité ne sert guère l'émancipation humaine, mais la retarde.

Acheter le journal „La Suisse", c'est donner de l'argent au fascisme

Gouvernement socialiste

A Genève, le gouvernement socialiste soulève chez tous les partis bourgeois une haine qu'il ne mérite vraiment pas. Signe des temps ! Il y a quelques années, ils se seraient fort bien adaptés à un gouvernement socialiste, comme ils se sont d'ailleurs adaptés à un certain nombre de municipalités socialistes. Après tout, le canton de Genève a une importance moins grande que la ville de Zurich. Mais aujourd'hui, la mode est au fascisme et alors même un gouvernement socialiste qui ne socialise rien du tout devient un scandale insupportable. D'ailleurs, la tentative est bien évidente de le faire s'écrouler coûte que coûte, comme les gouvernements radicaux en France, devant le fameux mur d'argent. Et il est fort possible que le coup réussisse.

En attendant, le socialisme est accusé d'avoir provoqué la faillite de la Banque d'Escompte, à l'administration de laquelle il n'a jamais pris aucune part et qui se trouvait virtuellement en faillite il y a déjà trois ou quatre ans, avant que les socialistes aient dit ou écrit un seul mot la concernant.

Ensuite, nos honnêtes bourgeois ont fait courir des bruits fâcheux sur la Caisse d'Epargne, le seul établissement de la place administré prudemment. Plusieurs milliers de déposants ont réclamé le remboursement, et n'était-ce la solidité de la dite Caisse, sa situation aurait été compromise. Naturellement, le petit monde surtout a pris peur, ces messieurs de la finance sachant à quoi s'en tenir. Au Comptoir devenu Banque d'Escompte ils ont fait leurs retraits massifs, cependant qu'ils rassuraient le public sur l'assainissement définitif opéré. Bien entendu, les escroqueries de millions ne sauraient tomber sous le coup de la loi, mais uniquement celles de quelques dizaines ou centaines de francs.

Question financière à part, le gouvernement Nicole s'est vu attaqué sur une foule de petites questions: grands magasins, pelle mécanique, manifestations de la rue, caviardages d'affiches, renvoi très légal d'ailleurs de deux ou trois fonctionnaires et déplacements d'autres, etc. Et peut-être y avait-il lieu à critique, mais nullement dans le sens exprimé par les politiciens bourgeois.

Ainsi la lutte contre les grands magasins et qui pis est contre les coopératives pour plaire aux petits commerçants, n'a vraiment rien de socialiste, au contraire.

Le chantage clérico-fasciste à propos de la pelle mécanique nous a montré le Conseil d'Etat socialiste, préoccupé d'arithmétique électorale plutôt que de progrès technique. Il y aurait un certain intérêt à connaître l'attitude des autres vingt-quatre gouvernements suisses à ce propos. Nous n'avons pas entendu dire que la question se soit posée ailleurs et surtout que les pays cléricaux et fascistes aient interdit la pelle mécanique.

Les manifestations de la rue nous ont valu encore les matraquages et les passages à tabac. Entre temps cinq de nos camarades ont écopé des condamnations pour avoir à juste raison répondu à des provocations fascistes. Et, bien entendu, les provocateurs n'ont pas été invités, sinon à ne pas se mêler de luttes politiques en tant qu'étrangers, à bien vouloir considérer qu'en y participant ils n'ont pas à se plaindre des coups éventuellement encaissés.

Le *caviardage* d'affiches nous le trouvons aussi ridicule de la part des socialistes que des bourgeois. Ces derniers, qui l'ont toujours pratiqué, font preuve d'une impudence révoltante en se posant en défenseurs de la liberté. Nicole n'a exigé en somme que des rectifications conformes à la vérité. Mais il aurait mieux valu se contenter de leur répondre et par la presse et par d'autres affiches, au lieu de s'en raporter à des règlements qui n'ont jamais été rigoureusement appliqués.

Les fonctionnaires renvoyés ou déplacés se comptent sur les doigts d'une main, et lorsque cléricaux et fascistes ont fait appel à la population pour protester, celle-ci en sa grande majorité, malgré une note contraire du quotidien socialiste, a contremanifesté, pour signifier très clairement à M. Constantin que la plaisanterie d'en appeler à une foule de chômeurs et d'ouvriers régulièrement renvoyés sans aucune indemnité, alors que lui venait de toucher plusieurs billets de mille et se trouvait assuré immédiatement d'une autre place, — cette mauvaise plaisanterie, disons-nous, ne serait pas tolérée.

Chacun comprendra en somme le peu d'importance de toutes ces luttes, alors que tous les maux propres au régime capitaliste ne trouvent aucun remède. Sans révolution, un nouveau gouvernement ou un nouveau parlement ne peuvent continuer à faire avancer le convoi de l'Etat que sur les mêmes rails. Et lorsque les caisses de l'Etat se trouvent vides et les financiers hostiles au régime, celui-ci ne peut de toute évidence que piétiner sur place.

Nous nous gardons bien de faire à l'égard du gouvernement socialiste de la démagogie stupide et haineuse, mais en tant qu'anarchistes nous avons à souligner son impuissance. Il nous sera répondu que si... une

masse toujours plus grande d'électeurs votaient pour le socialisme, la face des choses pourrait changer. Nous ne le croyons pas, mais, quoi qu'il en soit, les bourgeois ne sont nullement disposés à se laisser mettre au rancart par évolution légale. M. le président de la Confédération suisse, auquel la lutte des classes inspire la plus grande horreur, laisse néanmoins prévoir des CHOCS dans le goût de ceux provoqués à l'étranger qui pourraient modifier la situation et entraîner la Suisse dans le courant européen du fascisme. Après un langage aussi clair, malgré quelques réticences sans importance, les illusions ne sont plus possibles. Et nous prêcher de rester fermement sur le terrain de la démocratie n'aura pas de sens lorsque la grande offensive fasciste sera déclenchée contre nous. Il faut y songer pendant qu'il en est encore temps. Ce n'est pas M. Berra seulement qui invoque le fascisme; le président même de la Confédération lui a fait écho.

PETITS PAPIERS

LE BERGER LETTRE

Par cette belle soirée de mai, je regardais ce berger et son troupeau qui se profilaient dans un ciel resplendissant de couchant. C'était un pur Millet.

Et chose curieuse, ce berger lisait un livre en marchant doucement. La curiosité me poussa à lier conversation avec lui et à voir le titre du livre. C'était la *Rôtisserie de la Reine Pédauque*, rien que ça!

Notre bon maître Jérôme Coignard aurait souri de contentement dans sa barbe.

Le berger savoyard est un fin lettré.

SERVICE CIVIL

La Municipalité de Lausanne fait appel au service civil pour la remise en état de ses pâturages du Mont-Bailly. Quarante-huit heures de travail par semaine pour rien, pas de salaire.

Nous sommes bien partisans de la suppression et du patronat et du salariat, mais pas dans ce sens.

Ces gens d'Eglise en ont de bonnes, faire gratter les pauvres bougres pour rien et accumuler des capitaux dans les banques et les industries productives.

Les communes sont riches et du reste tout travail mérite salaire. Demandez donc aux bourgeois s'ils travaillent pour rien, eux!

LA PELLE MECANIQUE

J'ai vu fonctionner cette fameuse pelle mécanique. C'est merveilleux, on dirait une sorte de bête apocalyptique, une bête aux mâchoires géantes.

C'est en somme une très intéressante invention. Et c'est curieux d'entendre nos tardigrades de la *Suisse* et du *Courrier* fulminer contre cette machine.

Est-ce de l'hypocrisie ou de la bêtise? Peut-être tous les deux.

Comment ces idiots qui font penser à *Maître Daniel Roch*, d'Erckmann-Chatrian, par certains côtés, mais qui sont loin d'avoir l'allure de Maître Daniel, ces nigauds découvrent seulement aujourd'hui à propos de cette pelle que le machinisme se développe et que la machine remplace l'homme dans une large mesure: trieuse de sable mécanique, grue métallique.

Dans les usines, un nombre incalculable de machines modernes, machines à tisser, à graver, à compter.

Mais, sombres crétins, vous avez donc des yeux pour ne pas voir; c'est le progrès qui monte, le génie humain qui se développe incessamment, mais plus que des discours, ce sont des progrès incessants qui vont détruire votre vieille carcasse de société.

La pelle mécanique travaillant pour le compte de tous, elle appartiendra à tous.

Ouvrier, prends la machine,
Prends la terre, paysan. C. R.

Le fascisme tel qu'il est.

De M. Henry Lefort, dans le journal bourgeois parisien La Lutte :

Ce qui est vrai, c'est que le fascisme — celui de Mussolini comme celui de Hitler — ayant su réveiller l'enthousiasme des masses (surtout dans la jeunesse) l'a utilisé pour plonger ces masses dans l'esclavage et la misère, pour les exploiter au profit de ceux qui ont commandité l'ascension fasciste au pouvoir: des gros industriels et des grands banquiers. Ni Mussolini, ni Hitler n'ont hésité un instant à trahir leurs promesses, leurs serments, leurs programmes « socialistes » pour défendre les intérêts et privilèges des Thyssen et des Fiat, des Krupp et des Ansaldo, auxquels ils avaient loué leurs services. Et qu'on ne nous parle pas des « réalisations révolutionnaires » du fascisme: lorsqu'elles ne sont pas purement verbales ou simplement apparentes, comme c'est le cas neuf fois sur dix — elles sont extorquées au fascisme par sa peur intense de l'insurrection populaire.

Voilà pourquoi aux yeux de ceux qui ne se contentent pas de discours sonores et vides de sens, de plébiscites faussés et de déclarations charlatanesques, le fascisme — le vrai, celui qui existe — apparaît comme le triomphe de la réaction, de la misère, de l'esclavage et du parjure. Voilà pourquoi nous le combattrons jusqu'au bout.

Notes en marge

Faux ennemis.

Voici une dépêche qui mérite d'être bien soulignée:

Vienne 18 mai. — Le gouvernement a donné une nouvelle preuve de clémence envers les nationaux-socialistes en permettant au chef viennois du mouvement, Frauenfeld, interné depuis plusieurs mois, de réintégrer son domicile, sous la surveillance de la police, pour raison de santé.

Fascistes et cléricaux de toutes nuances ne sont que trop faits pour s'entendre, et Dollfuss dans sa lutte contre les nazis n'a pas recouru à l'artillerie et aux pendaisons. Il a été impitoyable avec les socialistes mais les hitlériens somme toute sont dans sa *ligne* d'absolutisme et d'écrasement des travailleurs et il ne saurait ainsi manquer de faire la juste différence.

Cléricaux et hitlériens ne sont divisés que par une question de préséance, alors que tout les oppose les uns et les autres au socialisme.

L'équilibre moral.

Dans l'*Information*, le grand journal financier parisien, M. Maurice Colrat écrit :

L'équilibre budgétaire rétabli, il faudra penser à l'équilibre économique.

Et à l'équilibre moral.

Bien que l'intérêt soit la règle ordinaire des actions humaines ce serait une grave erreur de croire suffisant le redressement de l'ordre matériel. Il y a, dans les générations nouvelles, un désir de propreté, une soif de justice qui demandent à être satisfaits.

Il y a des autorités et des disciplines à relever.

Une politique qui ne verrait pas cela serait une politique à courte vue et de courte vie.

Ce désir de propreté et cette soif de justice consistent-ils à faire cesser les spéculations des financiers, les pillages infâmes aux colonies, les manœuvres criminelles des marchands de canons, toute l'organisation de l'exploitation éhontée du pauvre monde?

De même que l'équilibre budgétaire a été rétabli sans inquiéter les fraudeurs fiscaux, même ceux pris la main dans le sac, mais en frappant uniquement employés et ouvriers, l'équilibre économique devra correspondre surtout à des baisses de salaires!

Quant à l'équilibre moral, il veut des autorités et des disciplines! A imposer à qui? A ceux qui sont placés au-dessus du commun des mortels par leurs richesses? aux parasites jouisseurs corrompus et corrupteurs? aux escrocs et imposteurs de l'Eglise?

Rassurez-vous. Il s'agit de relever les autorités et les disciplines en écrasant les quelques droits et libertés des travailleurs. Le terrorisme fasciste, voilà leur politique à longue vue et à longue vie.

Aveugles volontaires.

C'est ainsi qu'il faut qualifier certains dirigeants du mouvement syndical suisse, qui, dans leur horreur de la lutte, veulent bien fermer les yeux sur l'extension déjà prise un peu partout par l'agitation fasciste, appuyée par le cléricalisme. Il est bon de rappeler que le Parti catholique représente le 21% des électeurs suisses; les socialistes en groupent le 30%, mais leur influence n'en est pas moins de beaucoup inférieure. Nous nous excusons de cette arithmétique électorale, qui a aussi sa valeur pour le calcul des forces sociales en présence.

Que penser donc de ce langage que nous relevons dans l'organe de la Fédération suisse des typographes :

Nous connaissons très bien la filière qui mène à la dictature, les exemples ne manquent pas: coups de bec et de plume au début, coups de poing et de revolver, ensuite. Enfin épilogue: guerre civile, écrasement des forces ouvrières!

Combien de fois faudra-t-il répéter que le fascisme suisse revêt une importance trop grande, grâce à la publicité gratuite de certains stratèges en chambre? Les dernières élections bernoises montrent bien que, dans notre pays, le fascisme ne trouve pas sérieusement prise. Alors il est vexant de devoir constater que ce sont justement des camarades qui donnent une valeur exagérée à ces pantalonnades.

Cherchons nous aussi à suivre la filière. Les fascistes ne se gênent point de se livrer aux coups de bec et de plume. Faut-il les laisser faire sans dénoncer leurs mensonges oraux et écrits? Faut-il leur permettre d'affirmer, par exemple, que l'Italie jouirait de la prospérité et de l'ordre, en nous invitant partant à en adopter le régime? Nous ne le pensons pas.

Mais des coups de bec et de plume, nous voici entraînés aux coups de poing et de revolver. Comment? Presque toujours à la suite de provocations fascistes. Précisément, nous sera-t-il objecté, il ne faut pas faire le jeu des provocateurs. Malheureusement, ne pas résister aux provocations signifie leur laisser libre jeu. Et les fascistes italiens ont avoué que la non-résistance rencontrée au cours de leurs premiers exploits les avait encouragés à continuer.

Enfin, nous arrivons à la guerre civile et à l'écrasement. Ici, il est bon de remarquer que les socialistes autrichiens se sont abstenus de coups de poing et de revolver; mais un triste jour ils se sont vus acculés à la guerre civile ou à l'acceptation sans résistance de l'écrasement. Et ils sont unanimes à reconnaître d'avoir trop tardé à engager la lutte.

Il y a donc des filières imposées précisément à ceux qui dès le début ne déploient pas la résistance la plus énergique. Nous dire que chez nous le fascisme n'a guère d'importance, alors qu'il a déjà l'adhésion du président même de la Confédération, comme nous l'avons prouvé par des textes précis dans notre dernier numéro, adhésion venant après bien d'autres, toutes enveloppées de réserves qui le moment venu seraient vite abandonnées.

Quant aux élections bernoises, rappelons que celles autrichiennes avaient donné aux socialistes le 43% des sièges, ce qui n'a rien empêché. Nous nous rappelons d'un article de l'*Avanti!* où Serrati recevant de toutes parts des cris d'alarme contre le fascisme, raillait ses correspondants de leurs craintes. Et pourtant!

Une constatation.

Dans *Le Travail*, Edmond Privat écrit à propos du plébiscite qui devra avoir lieu dans la Sarre :

Mais ce ne sont pas les questions matérielles qui domineront le plébiscite et ses préparatifs. Ce sont les sentiments. L'histoire d'après guerre nous a montré en plus d'un endroit que les passions priment souvent les calculs d'intérêt collectif.

Enfin, on reconnaît que le facteur économique, quelle que soit son importance, n'est pas le seul mobile des hommes, sans compter que les hommes très souvent n'ont pas conscience de leur véritable intérêt. La grande guerre a été dûe à un conflit d'ordre économique, fort bien ; mais la très grande majorité des combattants n'y était guère intéressée. Et alors un mouvement révolutionnaire surtout n'a pas uniquement à faire valoir le facteur économique ; disons plus, sans leur coup, d'autres facteurs psychologiques, moraux, passionnels il est inconcevable.

Tels qu'ils sont.

Un rapport syndical contient cette phrase : « Il nous faut voir les faits tels qu'ils sont ». Et le journal qui en parle de faire ce commentaire :

C'est bien cela : il nous faut nous habituer à voir les faits dans toute leur réalité! Cela n'est pas toujours gai, c'est entendu. Mais cela est plus digne de la part de syndiqués, et surtout beaucoup moins dangereux pour l'avenir du mouvement ouvrier, que de s'en remettre aux déclamations et aux promesses de démagogues forts en gueule!

Donc, voyons les faits tels qu'ils sont dans leur triste réalité ; mais après les avoir ainsi vus faudra-t-il s'en tenir simplement à ces faits ou travailler vigoureusement à les modifier? voilà la question qui se pose. Les faits sont l'inconscience et l'affaissement des ouvriers, menacés par les velléités fascistes du patronat. Devons-nous nous y résigner ou engager coûte que coûte la lutte? Bien loin de vouloir faire de la déclamation, nous demandons qu'il soit tenté une action Ceux qui se réclament des réformes et de la légalité, doivent ne pas tolérer que cette dernière soit violée et ne pas renoncer à toute tentative de réforme directe pour s'en rapporter des années durant à des parlementaires qui nous sont particulièrement hostiles et écarteront ou saboteront les réformes en discussion. Ceci soit dit en admettant une véritable efficacité des dites réformes, ce qui souvent n'est pas le cas.

Parler de « promesses de démagogues forts en gueule» ne signifie pas grand'chose. Il y a à toute activité une promesse, à moins que ce soit une activité vaine, et il est impossible de créer un mouvement digne de ce nom sans lui promettre un but généreux. Le syndicalisme végète ou ce qui pis est fait place à la corporation moyenageuse, faute de ne savoir pas opposer à la triste réalité d'aujourd'hui une réalité de demain propre à soulever les esprits et à armer les bras.

L'industrie des armements.

Un journal de New-York, Fortune, *a publié un article sur l'industrie des armements, au cours duquel, après avoir démontré l'internationalisme des marchands de canons et leur puissance qui met l'Etat à leur disposition, cite ces chiffres impressionnants :*

Selon les chiffres les plus dignes de foi, il en coûtait environ 25,000 dollars pour tuer un soldat pendant la guerre. Il existe une classe de grands hommes d'affaires européens qui ne s'est jamais dressée pour dénoncer la prodigalité de ses gouvernements en la matière; pour rappeler que lorsque la mort est laissée à l'initiative individuelle des gangsters, il n'en coûte généralement pas plus de 100 dollars pour faire tuer un homme. Le silence de ces grands hommes d'affaires a une cause toute simple: la tuerie est leur propre affaire. Les armements sont leur marchandise; les gouvernements sont leurs clients; et l'histoire montre que les consommateurs de leurs produits, en fin de compte, sont aussi bien leurs compatriotes que leurs ennemis. Cela n'a pas d'importance. L'important est que, chaque fois qu'un éclat d'obus va se loger dans la cervelle, le cœur ou les intestins d'un homme du front, une large part des 25,000 dollars, dont la plus grande proportion est bénéfice, va se loger dans la poche du fabricant d'armes.

GENEVE

Légende policière.

La presse bourgeoise unanime répète que les flics à Nicole seraient devenus des agneaux. Il est évident qu'ils ne sauraient différer beaucoup des flics à Martin. En admettant que quelques conseils de « modération » leur aient été donnés, ce n'est pas pour rien que le proverbe affirme que le naturel chassé revient au galop. Et le naturel se trouvait simplement contenu et nullement chassé. Aussi, lors des manifestations antifascistes d'avril, les matraques ont été largement employées. Néanmoins nous avons pu lire dans les journaux :

Le représentant du ministère public évoque la patience et la longanimité de la police le samedi 21 avril : « Il a fallu que ces individus poussent à bout les agents pour qu'enfin l'on arrive à procéder à des arrestations. A police bienveillante doit correspondre répression judiciaire ferme et sévère. »

Eh, oui, après que les passages à tabac dans les postes avaient complété les matraquages de la rue, l'accusation a osé parler faussement de bienveillance policière pour réclamer des peines sévères ! Et la presse, y compris l'organe socialiste d'ailleurs, a contribué à créer cette légende, dont le premier effet est l'aggravation des peines pour manifestants et le second est d'encourager les flics à frapper encore plus durement dans d'autres occasions à venir.

Escrocs impunis.

En plus de ceux de la Banque de Genève que la Cour de Cassation a bien voulu blanchir, il y en a d'autres qui n'ont nullement été inquiétés, et précisément ceux des trois banques qui ont fusionné sous le titre de Banque d'Escompte. Ces derniers avec une révoltante canaillerie ont même laissé croire que la déconfiture devait être attribuée au cri d'alarme jeté par l'organe socialiste. Mais ce dernier a répondu à la pègre financière avec ces précisions :

Messieurs les banquiers genevois avaient personnellement pris leurs précautions et vendus leurs titres d'actions en temps utile. Mieux encore, exactement renseignés sur la véritable situation, ils spéculaient à la baisse à coup sûr, « renfilaient » leurs titres aux naifs du public, confiants dans les renseignements entièrement tendancieux que leur prodiguaient les intéressés. Fléchissant sous le poids des ventes massives, des cours das actions du Comptoir d'Escompte qui se négociaient en juillet 1930 à 630 francs, ne se traitaient plus en février 1932 qu'à 135 francs ! Dès cette date, la débâcle était pratiquement consommée. Or le journal Le Travail *n'avait pas encore écrit un seul mot concernant la Banque d'Escompte.*

Ce n'est pas tout. Les responsabilités les mieux établies se trouvant ainsi déplacées, il est évident que pour ramener la confiance, la propreté, l'ordre, etc., il faudra ensuite frapper le marxisme, ce mot désignant la masse des producteurs, les plus grandes victimes de la spéculation financière !

A propos de fêtes.

Le gouvernement socialiste ayant décrété jour férié le 1er mai, la majorité bourgeoise du Grand Conseil s'est empressée de décréter jour férié le 1er juin aussi. Restait le 1er août que les bourgeois voulaient fêter exclusivement, ne retenant pas les socialistes dignes d'être de la fête. Mais ces derniers n'ont pas voulu se montrer moins fêtards et ont annoncé une manifestation à eux en concurrence à celle des églises, de l'armée, de la finance et de tous les bienpensants. Ainsi la fête de la patrie devient la fête de la zizanie. N'oublions pas non plus que les bolchevistes organiseront leur « manifestation de masses » avec quelques dizaines d'adhérents, si bien que la devise : « Nous voulons être un seul peuple de frères » n'aura jamais trouvé de plus étonnante application.

LE JOURNAL EST EN VENTE

A GENEVE
Librairie Ouvrière, rue des Etuves, 17.
32, Rue Rousseau.
11, Rue de Carouge.

A LAUSANNE :
Robert Taillens, journaux, rue de l'Ale, 25.

A LA CHAUX-DE-FONDS
A. Luthy, magasin de tabacs, rue du Versoix.

Genève — Imprimerie, 23, rue des Bains